

## DÉBATS

# Le niveau du personnel politique français baisse dramatiquement

Les déclarations insensées de personnalités politiques sont désormais monnaie courante, juge l'essayiste\*, chroniqueur à FigaroVox, qui s'attache à en trouver les causes.

## MAXIME TANDONNET

L'anecdote a beaucoup fait parler d'elle. Le 14 avril, un élu de Vincennes a demandé la suppression d'une subvention au Yacht Club de cette ville en fustigeant le caractère polluant de la navigation à voile... Cette proposition - non retenue - a choqué l'opinion par son caractère emblématique de l'absurdité en politique.

Tenir des propos manifestement inintelligents ou qui relèvent de l'aberration au regard de la tradition démocratique française devient en effet une habitude dans le monde politico- médiatique. Une élue importante de la majorité parisienne soutient le principe de réunions « non mixtes » (sic) et affirme que si « une femme blanche, un homme blanc » sont présents « on peut lui demander de se taire, d'être spectateur ou spectatrice silencieux ». Une maire de grande ville prétend que « l'aérien ne doit plus faire partie des rêves d'enfant ». Une ministre se réfère à « Spiderman » pour évoquer la notion de responsabilité et prône « des quartiers sans relous ». Le porte-parole du RN réclame des « excuses » de l'occupant de l'Élysée pour les 100 000 morts du Covid-19... Et que dire de cette ancienne ministre de l'Éducation nationale, candidate aux élections régionales, qui sèche en ricanant quand elle est interrogée sur le chef-lieu d'un département de sa propre région ? Depuis quelques années les paroles insensées de personnalités politiques prolifèrent à l'image de cette porte-parole du gouvernement qui assumait de « mentir pour protéger le président », de ce ministre désignant un adversaire politique comme « le candidat des gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel », ou ces maires de grandes villes qui voulaient bannir, au prétexte d'écologie, l'un le Tour de France et l'autre le sapin de Noël.

La parole absurde qui prolifère en politique n'est sans doute que la partie visible de l'iceberg. Elle reflète une chute générale du niveau intellectuel des politiques - avec des exceptions notables bien entendu. Les nouvelles générations de politiques sont globalement le produit du vertigineux déclin scolaire français confirmé par de nombreuses études. Selon les travaux du ministère de l'Éducation nationale, le niveau d'orthographe cesse de s'effondrer : 10,6 fautes pour une dictée en 1987 mais 17,9 fautes en 2015 à la même dictée. D'après le classement Timss de 2019, les élèves français se classent derniers de l'Union européenne en mathématique et avant dernier dans l'OCDE (devant le Chili). Selon le classement Pisa, les jeunes Français ne sont que 23e en lecture et compréhension de texte. Enfin, en histoire-géographie, le naufrage est avéré. D'après l'Éducation nationale, le pourcentage des élèves de faible niveau est passé de 15 à 21 % entre 2006 et 2012, et celui des élèves de niveau élevé de 10 à 6 %. Tel est le fruit d'une évolution, sans doute beaucoup plus ancienne, dominée par l'idéologie du nivellement par le bas, à l'image d'un baccalauréat bradé qu'obtiennent plus de 90 % des candidats. Les politiques actuels - ou beaucoup d'entre eux - sont les enfants de cette faillite de plusieurs décennies.

Le monde politique est probablement encore plus touché que la moyenne par le déclin intellectuel. La dévalorisation accélérée de la politique dans l'opinion (80 % des Français en ont une image négative selon l'enquête annuelle de Cevipof) a sans doute pour effet d'en détourner les éléments les plus talentueux, plus enclins à se diriger vers le monde de l'entreprise ou les carrières scientifiques, juridiques ou médicales.

Bien entendu, sous la IIIe République, le niveau scolaire des élus nationaux ou locaux n'atteignait pas des sommets, dans l'ensemble conforme à la moyenne. Cependant, la vie démocratique s'ancrait en général dans le respect d'un certain bon sens. Et surtout, la vocation politique venait aux meilleurs éléments de générations qui ont su former d'authentiques hommes d'État : grands avocats à la culture historique et littéraire encyclopédique tels Millerand ou Poincaré ; agrégés de lettres, de philosophie ou d'histoire comme Jaurès et Herriot ou plus tard Bidault et Brossolette dans la Résistance ; hommes de plume tels Clemenceau (médecin et journaliste) ou haut fonctionnaire et éditorialiste, comme Léon Blum et André Tardieu.

Or aujourd'hui, où que l'on se tourne, du plus bas au plus haut niveau de la hiérarchie politique, et en dehors de quelques exceptions, sévissent la médiocrité intellectuelle - mal dissimulée sous le voile de postures prétentieuses - et son corollaire, le conformisme ainsi que la faiblesse de caractère.

Ce phénomène transparait à travers la chasse obsessionnelle livrée à tout emblème du mérite par la performance intellectuelle, à l'image de la suppression du concours d'entrée à Science Po, de l'éradication de la culture générale dans les concours administratifs ou encore tout récemment de l'emblématique suppression de l'ENA.

D'autres choix politiques récents dans le contexte de la crise sanitaire du Covid témoignent de cet effondrement intellectuel, par exemple la fermeture administrative des librairies pendant les deux premiers confinements, au prétexte que le livre ne serait pas un produit essentiel, de même que le bannissement des musées et des théâtres alors que les transports publics, qui impliquent une promiscuité au moins équivalente, demeurent autorisés. Nombre d'interdits bureaucratiques défient le bon sens à l'image de la liste des produits non essentiels qui inclut les vêtements (alors que les ventes de tabac sont autorisées) ou bien le principe du couvre-feu à 19 heures comme si le virus ne circulait que le soir ou d'une limitation à 10 km, parfaitement arbitraire, de la liberté de circulation. L'Absurdistan est aussi le fruit d'un vertigineux déclin intellectuel.

\* Maxime Tandonnet, auteur de nombreux ouvrages historiques salués par la critique, a en particulier publié « 1940 : un autre 11 Novembre » (Tallandier, 2009), « Histoire des présidents de la République » (Perrin, coll. Tempus, 2017), « Les Parias de la République » (Perrin, 2017) et « André Tardieu, l'incompris » (Perrin, 2019).

**MAXIME TANDONNET**